

B.P. 429 27504 Pont-Audemer cedex  
Tél. 02 32 41 00 15 Fax 02 32 41 24 74  
E mail : info@ville-pont-audemer.fr

## ARRÊTÉ DU MAIRE

### ARRÊTÉ DU MAIRE PORTANT FERMETURE D'UN ERP L'EXTRA CLUB

Le Maire de la Ville de Pont-Audemer,

**Vu** les articles L. 2212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales.

**Vu** la loi n° 79.587 du 11 juillet 1979 relative à la motivation des actes administratifs et à l'amélioration des relations entre l'administration et le public.

**Vu** la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.

**Vu** les articles R. 421-1 et 5 du code de justice administrative.

**Vu** l'article R. 123-52 du code de la construction et de l'habitation.

**Vu** le décret n° 95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité.

**Vu** l'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié, portant règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public (ERP).

**Vu** l'arrêté préfectoral relatif à la commission consultative départementale de sécurité et d'accessibilité et à ses sous-commissions spécialisées.

**Considérant** l'avis défavorable à la poursuite du fonctionnement de l'établissement formulé le 07 novembre 2024 par la commission d'arrondissement de Bernay pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les Établissements Recevant du Public et les Immeubles de Grande Hauteur, motivé notamment par un risque majeur.

**Considérant** que les conditions de sécurité pour recevoir du public ne sont pas remplies par l'établissement Extra Club

## ARRETE

**Article 1 :** L'établissement dénommé « Extra Club », sis route de Lisieux à Pont-Audemer classé en type P de la 3ème catégorie sous la référence : E54900280.000 est fermé au public à compter de la notification du présent arrêté à l'exploitant Monsieur ALTUN HAKAL ou MEUNIER ANTHONY.

**Article 2 :** Les prescriptions mentionnées dans le procès-verbal de la commission de sécurité du 07 novembre 2024 devront être réalisées, le cas échéant, après déclaration ou autorisation de travaux. Dans l'hypothèse d'une cessation d'activité totale ou partielle de son établissement, l'exploitant tiendra informé par courrier la ville de Pont-Audemer.

**Article 3 :** La réouverture des locaux au public ne pourra intervenir qu'après autorisation d'ouverture (par arrêté municipal) délivrée suite à une nouvelle visite par la commission de sécurité compétente qui aura constaté la remise en sécurité de l'établissement.

**Article 4 :** Le présent arrêté est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Il sera affiché en Mairie ainsi que sur la porte de l'établissement.

**Article 5 :** Le directeur général des services, le commandant de la compagnie de Gendarmerie territorialement compétent, La Police Municipale ainsi que l'exploitant de l'établissement susvisé sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté.

**Article 6 :** Le présent arrêté est adressé en ampliation à Monsieur le sous-préfet de Bernay

Fait à Pont-Audemer, le 7 novembre 2024

Pour le Maire et par délégation, le 8ème Adjoint, en charge de la prévention et des sécurités

Dominique BURET

